



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

PREFECTURE

Direction des libertés publiques et de l'environnement

Bureau de la réglementation et de l'environnement

ARRÊTÉ

Arrêté de mise en demeure

Société PURFER

ZI Nord – 20 rue Paul Sabatier

71100 CHALON SUR SAONE

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

N° 2013316-0009

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8 et L511-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 76-145 délivré le 17 juin 1976 à la société CLEMENDOT-ROUTABOULE pour l'exploitation de ses installations sur le territoire de la commune de Chalon-sur-Saône à l'adresse suivante : Zone industrielle – rue Paul Sabatier – 71100 CHALON SUR SAONE ;

VU le récépissé de changement d'exploitant en date du 22 septembre 2008 au profit de la SAS PURFER ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09-01862 du 6 mai 2009 portant agrément de centre VHU délivré à la société PURFER ;

VU la déclaration d'antériorité de l'exploitant en date du 11 avril 2011 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne établi à la suite des inspections des installations réalisées les 10 et 26 septembre 2013 et transmis à l'exploitant par courrier du 4 octobre 2013 conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 26 septembre 2013 a mis en évidence que la société PURFER ne respecte pas certaines dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 ;

CONSIDERANT qu'il importe de veiller à ce que l'élimination et la valorisation des véhicules hors d'usage fassent l'objet d'une surveillance aussi complète que possible en ayant comme objectif essentiel la protection de la santé de l'homme et de l'environnement ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 26 septembre 2013 a mis en évidence que les conditions d'exercice des activités sus-mentionnées peuvent présenter des dangers ou des inconvénients vis-à-vis des intérêts à protéger énoncés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PURFER de respecter les prescriptions des articles 41 et 42 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE**ARTICLE 1er :**

La SAS PURFER, dont le siège social est situé RD 147 – Quartier de la gare – 69780 SAINT-PIERRE DE CHANDIEU est mise en demeure pour le site qu'elle exploite au 20 rue Paul Sabatier - 71100 Chalon-sur-Saône de respecter, **sous 15 jours**, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 41 et 42 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatives :

- à l'entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution ;
- à l'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage ;
- à l'entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution ;
- aux opérations de dépollution à réaliser avant tout autre traitement, notamment l'enlèvement de tous les fluides, des éléments filtrants contenant des fluides, le démontage des pneumatiques, les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules et les pots catalytiques.

ARTICLE 2 :

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS :

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES :

Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. le sous préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Chalon/Saône, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL à Mâcon.

Mâcon, le **12 NOV. 2013**

Le préfet,

Pour le Préfet,

**La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire**

Catherine SÉGUIN